

*L'Adresse*

Les taux d'intérêt ont baissé et les possibilités de développement de nouvelles industries sont maintenant plus égales d'un bout à l'autre du pays, et je crois que le gouvernement mérite des félicitations pour ces progrès très positifs. Nous espérons que ces taux d'intérêt continueront de baisser et que nous verrons de plus en plus de débouchés se créer pour les entreprises canadiennes.

À mesure que nous prospérerons et que notre économie deviendra plus solide, nous pourrions voir se rétrécir l'écart entre les taux d'intérêt américains et les nôtres. C'est un grand sujet de préoccupation pour beaucoup de gens d'affaires au Canada.

Il y a à cet égard autre chose dont le gouvernement doit vraiment se soucier, c'est-à-dire tâcher de réduire le volume de paperasserie que nous avons infligée aux gens d'affaires canadiens. Je songe à tous les divers rapports qu'ils sont tenus de soumettre au gouvernement. C'est très bien de leur rendre financièrement possible de prospérer, mais il faut également nous préoccuper d'autres points où nous avons imposé des fardeaux inutiles à nos gens d'affaires.

Comme il nous reste peu de temps, je n'entrerai pas dans tous ces détails. En parlant de prospérité et de notre voeu que tous les Canadiens en bénéficient, je voudrais parler brièvement de l'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'accord canado-américain a suscité beaucoup de débat, beaucoup de controverse. Le débat est évidemment engagé à l'heure actuelle au sujet de la participation du Mexique et de ses répercussions pour le Canada.

J'espère que ce débat ne sera pas que prétexte à grands élans oratoires, mais qu'il permettra d'effectuer de très solides travaux de recherche de sorte que nous, Canadiens, sachions très bien quelles répercussions cet accord de libre-échange avec le Mexique et les États-Unis aura pour nous. J'ai entendu beaucoup de choses à ce sujet. En fin de semaine, justement, j'ai eu une longue discussion sur les avantages pour la Colombie-Britannique d'un accord de libre-échange avec le Mexique.

• (1740)

Ce dont nous avons besoin, c'est d'autre chose que les paroles d'un agent de relations publiques, mais j'ai bon espoir que le gouvernement veillera à nous transmettre les données qui nous montreront comment la création d'une zone nord-américaine de libre-échange améliore-

rait notre situation. Lorsque nous étions avec les parlementaires européens, nous avons beaucoup discuté de ce qui arrivera en 1992.

Un formidable bloc commercial verra le jour en Europe et il s'efforcera bien sûr de protéger ses propres intérêts vis-à-vis l'Amérique du Nord. Des discussions se tiendront aussi au sujet de l'établissement éventuel d'une zone de libre-échange dans l'est de l'Asie.

Voilà les questions. Pendant que nous discutons des facteurs économiques, je pense qu'il faut rappeler encore une fois que tous les paliers de gouvernement doivent absolument refréner leur tendance à dépenser. Tout récemment, nous avons vu, dans le cas de l'Ontario, un gouvernement provincial qui, faisant un pied de nez à tous les autres gouvernements, n'hésite pas à accroître son déficit au moment même où il faut s'attaquer à le contrôler. Au Canada, nous consacrons de plus en plus de dollars pour payer les intérêts prélevés sur l'argent que nous avons emprunté à nos enfants. Cette façon de procéder est très injuste.

Dans la minute qu'il me reste, je voudrais parler brièvement des Canadiens handicapés dont il a été question au cours du débat sur le discours du Trône. En 1986, on avait évalué à 3,3 millions le nombre de Canadiens qui souffraient d'un handicap. Certains étaient handicapés physiquement alors que d'autres l'étaient mentalement.

Depuis quelques années, nous constatons que les personnes handicapées occupent une plus grande place dans notre société. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire. Je voudrais féliciter le gouvernement d'avoir pris l'initiative d'inclure la cause des handicapés dans ce discours du Trône. Nous avons hâte de prendre connaissance des programmes particuliers qui seront annoncés dans le cadre du plan dont ce discours nous a fait part.

Je demande au gouvernement de penser très sérieusement à la situation des handicapés mentaux. Ce sont eux qui ont été laissés pour compte jusqu'à maintenant. Nous pensons aux gens qui sont en fauteuil roulant et à ceux qui souffrent d'un handicap auditif ou visuel. Pourtant, ceux qui sont atteints de maladies mentales souffrent plus encore.

Je prie instamment le gouvernement dont je fais partie de faire en sorte que nous tenions compte des Canadiens qui souffrent mentalement, des schizophrènes et des dépressifs parce qu'ils ont besoin de notre aide.